

les prix et à assurer une proportion raisonnable entre le prix de revient aux producteurs et le prix de vente obtenu par ces derniers.

On attend, paraît-il, l'initiative de la division des céréales, au cours des négociations du GATT à Genève; mais si nous devons attendre sa décision pour adopter un programme international concernant les céréales, beaucoup d'eau coulera sous les ponts avant que nous en revenions à notre accord international sur le blé.

Je le déclare énergiquement au nouveau ministre du Commerce (M. Winters): le moment est venu d'aborder, de concert avec les pays intéressés, le gouvernement des États-Unis et de demander deux choses en échange d'une troisième. Premièrement, nous devons demander, en renouvelant l'ancien accord, une assurance contre des guerres de prix comme celles que nous avons dû subir en 1962 et en 1965. Une telle entente aurait l'appui de l'Argentine, de la France sans doute et certainement de l'Australie. Je sais que le Canada y donnera son accord et les Américains aussi, si on entre en pourparlers avec eux à ce moment. Je m'arrête pour signaler que cet accord a été signé en 1957 par des chefs d'États. Les commissions de blé n'ont rien à y voir.

En second lieu, nous devrions demander, car c'est le moment, la réunion, en novembre prochain, de la Commission internationale du blé et le relèvement d'au moins 20c. des prix maximums et minimums. Cette demande aurait l'appui de l'Argentine, de l'Australie, de la Commission canadienne du blé et des organisations agricoles des États-Unis et, à mon avis, on pourra alors obtenir l'assentiment du gouvernement américain. En effet, le 10 février dernier le président Johnson a annoncé à la nation américaine que la vieille philosophie dont s'inspirait la politique du blé du gouvernement américain ne visait plus à disposer des surplus mais à exhorter les producteurs américains et internationaux à cultiver autant de blé qu'ils pourraient pour nourrir les peuples de l'univers. Son discours du 10 février a été présenté au Congrès américain par son secrétaire à l'Agriculture, M. Freeman, et a été répété depuis d'un bout à l'autre des États-Unis sous des formes différentes par divers membres du gouvernement.

Si les États-Unis veulent transmettre l'appel lancé par le président Johnson à tous les producteurs du monde pour répondre aux besoins mondiaux parce qu'il y a une grave pénurie de céréales—les États-Unis demandent explicitement au Canada et à l'Australie

de souscrire un million de tonnes de blé par année pour les Indiens et nous sommes tout à fait d'accord à ce sujet—nous devrions alors, en ce moment, pendant que les États-Unis cherchent à prendre l'initiative diplomatique, leur demander en échange de renoncer à leur politique de contrôle de prix, qui a empêché si longtemps les prix du blé de monter sur les marchés mondiaux, et de consentir, si nous faisons honneur à notre engagement de fournir un million de tonnes par année à l'Inde, et si l'Australie remplit également son engagement, de cesser leur opposition à l'égard des prix du blé.

Ils devraient nous donner la stabilité en supprimant les offices de contrôle des prix. Ils devraient nous accorder 20c. de plus pour les prix maximums et minimums; nous pourrions alors conclure un marché. Pour ma part, j'entends faire tout mon possible comme membre de l'opposition pour y arriver. J'ai parlé aux Australiens lors de mon séjour là-bas il y a trois semaines et je sais qu'ils sont tout à fait d'accord. J'ai parlé à la Commission canadienne du blé et à certaines organisations agricoles des États-Unis. Quand j'irai à Washington dans deux semaines, j'espère pouvoir aborder la question avec le secrétaire à l'Agriculture, M. Freeman, et j'espère que le ministre tâchera d'appuyer cette tactique afin d'obtenir la stabilisation des prix et d'encourager les producteurs à cultiver tout le blé dont le monde a besoin.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, j'aimerais présenter quelques brèves observations sur cette importante question qui touche les prix d'exportation des céréales dans le monde ainsi que la stabilité du revenu d'un grand nombre de nos agriculteurs. La déclaration qui a été faite par le ministre aujourd'hui est presque identique à celle qui été faite l'an dernier par l'ancien ministre du Commerce. En lisant dans le compte rendu des *Débats*, la déclaration par l'ancien ministre, j'ai remarqué que non seulement il exprimait l'espoir mais qu'il nous donnait l'assurance qu'avant une année la négociation Kennedy serait terminée et que nous aurions un nouvel accord international sur le blé et les céréales.

Je ne sais pas sur quoi le ministre pouvait se fonder pour nous assurer du résultat des négociations internationales, mais il n'en reste pas moins qu'il l'a fait.

J'aimerais profiter de cette occasion, monsieur l'Orateur, pour exprimer l'espoir que les représentants du Canada à la négociation Kennedy résisteront fermement à toute tentative qui chercherait à faire baisser les niveaux des prix d'exportation des céréales.

[L'hon. M. Hamilton.]